

Extrait 21 - Opus 2

Franchir les Murs de Verre

Comment le politique participe au
maintien du système ?

2

Monthome

Opus

Franchir les Murs de Verre

Évoluer vers la démocratie
citoyenne

Auteur : Monthome - ISBN 9791023701531

0.50€

BOOKINER 



Auteur : Monthome

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Franchir les Murs de Verre

Extrait 21 - Opus 2

Comment le politique participe au maintien du système ?

. Avant-propos

69. Des spermatozoïdes en politique plus ou moins fertiles

70. Après l'accélération des révolutions, les grands coups de freins du système

71. Agir à la source de la problématique du pouvoir

«Il est temps de changer l'homme politique et la nature de sa représentation pour changer l'esprit et la pratique politique.»

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

Avant-propos

Pour avancer, chaque individu, société et organisation, a besoin de faire des pas et encore des pas mais aussi des bonds en avant pour sauter les obstacles rencontrés. Toute attitude conservatrice et incapacité à se projeter demain, toute pratique favorisant la non-décision ou la recherche de facilité dans les habitudes et les routines..., ralentissent le processus évolutionnaire. La pratique politique moderne est devenue plus un frein à l'avancée de la démocratie qu'un booster dans l'amélioration des conditions humaine, citoyenne et sociétale. Elle produit constamment des sécrétions législatives, normatives, technocratiques et administratives de plus en plus fines et dans un détail sans fin, créant ainsi un maillage éminemment liberticide. En pratiquant de la sorte, l'homme politique oublie d'œuvrer pour le développement de l'esprit de démocratie et la défense de l'intégrité légitime du citoyen lambda.

Alors que la sphère politique s'agite tant bien que mal en surface, c'est l'économie, la finance et la religion, dans certains pays, qui mènent en sous main la destinée des hommes et du monde. Au final, les minorités au pouvoir ont réussi à produire plus de murs de pierres et de murs de verre que d'espaces ouverts, figeant ainsi le passé dans le présent au lieu de favoriser des passerelles tendues vers l'avenir. Le personnel politique s'est également usé à force d'excès de pouvoir, d'ambitions personnelles, de privilèges, de rente de situation et de discours constamment défaits par la réalité des actes.

69. Des spermatozoïdes en politique plus ou moins fertiles

Derrière le discours politique lénifiant, la réalité vécue par les gens est souvent plus dure et moins belle. Ce n'est pas parce qu'un régime politique, un modèle républicain ou monarchique existe, qu'il est bon en soi et destiné à durer constamment en l'état. En démocratie, comme ailleurs, tout est perfectible faisant qu'il est parfaitement anormal que les conditions humaine, citoyenne et sociétale, n'évoluent pas ou stagnent sous différents prétextes de politique intérieure ou géopolitiques. Il est courant d'observer que la politique n'a jamais relevé d'un niveau sacré, d'une grande sagesse ou d'un art abouti dans la stratégie humaniste. A certains égards, elle relève davantage de la «cour de récré» avec ses leaders, ses bandes, ses bons élèves, ses grandes gueules, ses fortes personnalités, ses hommes de main, ses indisciplinés, ses boucs-émissaires et les autres.

Une cour de récré appliquant avec force et détermination la loi du plus fort, du chef et du dominant, dans un pragmatisme décisionnel associant opportunément les moyens d'influence et les leviers du pouvoir. L'homme politique n'est nullement supérieur au citoyen lambda. Il est seulement l'un des plus actifs sur le plan collectif, à l'instar des spermatozoïdes les plus énergiques allant féconder la matrice sociétale. Cette comparaison démontre combien il faut d'énergie et de motivation polariser principalement sur soi pour atteindre la reconnaissance électorale et les postes d'influence. Sur ce plan, à l'instar de l'entrepreneur ou de l'artiste, l'homme et la femme politique font figure d'exception.

De ce premier constat, il découle de manière évidente que chaque citoyen engagé détient en lui-même un ADN politique qu'il ne mettra sans doute jamais en œuvre mais qui peut s'exprimer, à tout moment, si la situation le permet. La question est de savoir comment mettre en œuvre cet ADN sous forme in vivo ou in vitro : c'est-à-dire par compétition fondée sur l'ambition personnelle et/ou l'héritage ou, de manière plus anonyme et citoyenne en reposant sur la contribution civique, l'esprit solidaire.

En toute société moderne, le temps des ambitions personnelles apportant prestige, valorisation, revenus, avantages et pouvoir par le biais de l'action politique, comme d'autres peuvent les assouvir par les faits de guerre plus ou moins courageux ou encore par l'économie et le commerce, doit être révolu. Ces pratiques relativement conservatrices fondées sur la verticalité de la hiérarchie du statut, du titre, du pouvoir, de l'autorité, du cloisonnement social, doivent évoluer vers une autre forme de politique plus «horizontalisée», moins personnalisée et plus citoyenne.

Si dans un cadre populaire considéré comme rustique, trivial, «aculturé», violent ou sauvage, il est compréhensible que les rapports entre le système et le peuple soient coercitifs et largement directifs supposant des hommes et des femmes politiques à poigne, il ne doit pas en être de même dans un cadre civilisé, largement informé et bien structuré. On observe, pourtant, que plus un système est hiérarchisé et institutionnalisé, plus il freine intrinsèquement l'évolution qualitative de la plupart de ses membres, en dehors de l'élite dirigeante et influente, malgré un relatif ascenseur social lié au mérite.

De manière consécutive, il ressort qu'une grande majorité de gens subissent l'ordre imposé, deviennent facilement dociles et suiveurs ou tendent à se complaire dans cette situation par manque d'initiative, d'énergie, de courage ou d'imagination. Il résulte de cette configuration sociétale que le fait d'accepter, par le plus grand nombre, une situation de domination/dominé dans un cadre plus ou moins confortable de routine de vie à la fois privée, professionnelle et/ou publique, empêche l'ensemble du collectif de progresser et les plus audacieux d'en profiter.

En se satisfaisant uniquement de l'existant républicain, démocrate ou monarchique, par manque de vision, d'exigence ou d'ambition pour soi et autrui, il n'est pas possible d'entrevoir un avenir vraiment évolutionnaire pour les contemporains et les générations à venir. La validation par défaut du système mère est l'erreur la plus constante dans la plupart des sociétés et des groupes humains. Le fait de croire que le maximum est déjà fait et/ou que ce sont les autres (élus, politiques, citoyens engagés, entités représentatives...) qui doivent d'abord initier le changement de façon à tirer ensuite le peuple est une grande erreur collective de jugement.

Principaux freins sociétaux : Que ce soit de manière ciblée ou généralisée, visible ou non visible, il existe de nombreux verrous et freins à l'émancipation humaine et citoyenne dont les principales entités concernées (partis et régimes politiques) se reportent, souvent entre elles, la responsabilité de la situation sans vraiment évoluer pour autant. Principaux freins sociétaux de nature institutionnelle :

- . Régime politique en place
- . Partis politiques dominants
- . Religion via les diktats moraux
- . Sécurité intérieure
- . Education nationale
- . Médias nationaux
- . Institutions fiscale, financière, économique
- . Administration et technocratie
- . Lobbies, think tank, réseaux et cercles d'influence

70. Après l'accélération des révolutions, les grands coups de freins du système

Le désir d'évolution en société est souvent moins décisif que les freins instaurés à l'encontre de son propre développement (lois, règles, usages, procédures, habitudes...). Il est clair que l'ensemble des murs de pierres et de verre contribue directement à freiner l'évolution sociétale mais aussi à faire perdurer des mentalités, rapports humains et comportements imparfaits ou médiocres. C'est d'ailleurs l'un des plus grands paradoxes de la modernité que d'apporter une pléthore d'innovations technologiques et techniques, ainsi qu'une masse importante d'informations et de bonnes conditions de soins, en ne sachant pas se renouveler au cœur même du fonctionnement de l'homme et du citoyen et du citoyen avec le système politique.

Il est clair que les systèmes mère, fils, cousins et apparentés, font l'affaire de tous les régimes politique et organisations traditionnelles en profitant ainsi du mouvement créé, du conditionnement collectif et d'une division hiérarchisée entre les hommes. Derrière cet ordre apparent, se livre une bataille concurrentielle et compétitive forte entre concitoyens afin de pouvoir survivre et/ou émerger soi-même de la masse des autres.

De la même manière, aucun appareil politique et/ou gestionnaire au sein du système mère n'a vraiment intérêt à voir ses positions ébranlées par l'arrivée de nouvelles évolutions pouvant entraîner une remise en cause de ses attributs et fondements. Pour beaucoup, le conservatisme ambiant apparaît bien plus intéressant et supportable que la perspective d'avancées notables poussées par l'esprit de démocratie. La perception du risque de changement est jugée déstabilisante pour l'ensemble de l'édifice institutionnel au niveau de la gouvernance, de l'autorité et de la crédibilité de leurs responsables rendant, de surcroît, très instables les positions acquises.

Dès lors, il est évident que si un véritable changement se présente il ne peut venir de l'homme politique déjà en place, même sympathique et avenant, mais du citoyen engagé lui-même. En toute époque, sauf périodes troublées ou de révolution forte, lorsque le politique conduit le changement c'est d'abord en sa faveur, celui de son parti ou de son idéologie. Dans un second temps, chaque politique est assez subtil pour comprendre que lorsque le changement est engagé il doit y participer activement pour trouver sa place et éviter d'en être exclu. Cette contingence politique conduit, dans plus de 80% des cas, à ce que l'élu et/ou le gouvernant devienne rapidement un collaborant objectif du système mère, un porte-parole de l'idéologie dominante, un adepte du politiquement correct (marketing politique, godillot du parti). Il est clair que l'embourgeoisement politique change également les hommes du fait de la solennité des fonctions exercées.

Tel un caméléon, l'homme politique commun sait aussi très bien s'adapter à son environnement en réagissant rapidement aux enjeux de la realpolitik comme en adoptant aussitôt une posture détachée afin de ne pas contrarier l'avancée lente et mesurée du système. Pris dans son rôle, il est également devenu un spécialiste de la relation avec l'opinion publique et les médias dans un art qui remplace l'action et la décision courageuse par l'émotion du discours et la communication aseptisée.

Organisation systémique : Tout système (mère, fils, cousin, associé) se caractérise par au moins 3 formes d'organisations complémentaires freinant directement le développement de la démocratie et l'expansion possible des droits citoyens, par leurs caractères plus ou moins fermés, directifs, autoritaires, contraignants :

. **Organisation politique :** Dominance des principaux partis, verrouillage électoral, principes de représentation élective, organisation ministérielle de l'Etat, conditions de gouvernance, sphère technocratique accompagnant l'exécutif et le législatif...

. **Organisation institutionnelle :** Contrôle procédural officiel, concentration des décisions, pléthore d'organismes filtrant et/ou influençant à tous les niveaux l'activité territoriale, collective et/ou individuelle...

. **Organisation administrative :** Exécution aveugle et/ou directive des procédures, inertie, pesanteur, ralentissement, contrôle des activités, pression fiscale...

C'est d'abord dans ces 3 organisations parmi les mieux structurées pour contrôler l'expression citoyenne que l'effort démocratique doit être le plus vigoureux.

En matière de démocratie locale, l'approche politicienne concerne peu ou pas du tout l'élu local et ses conseillers qui, souvent, sont des citoyens engagés agissant au service de la collectivité. Ces derniers prouvent d'ailleurs que l'ADN politique peut se manifester de multiples manières beaucoup plus soft, sans forcément reposer sur le féodalisme, la baronnie, l'état d'esprit monarchique ou dictatorial...

71. Agir à la source de la problématique du pouvoir

Il ne faut pas confondre république et démocratie. Ce n'est pas parce que l'on conduit les affaires du pays dans un régime politique donné, même de manière sociale, égalitariste ou dans la tradition de certaines valeurs, qu'une nation s'épanouit comme elle pourrait et devrait le faire. Si la notion de République signifie dominance du système mère sur le citoyen (par les devoirs, règles et obligations), la démocratie appliquée en son sein (droits, libertés, tolérance...) n'est souvent que la partie minoritaire de l'empreinte sociétale s'appliquant notamment dans l'espace privé.

Dans l'espace public, celui du citoyen, la démocratie est rarement le plat principal le plus consistant en se réduisant, la plupart du temps, à un goulet civique (vote), une communication et un marketing politique (propagande) se plaquant sur les institutions, ainsi qu'à un concentré d'applications semi-libertaires soumis à contrôle et/ou surveillance constante. Le problème en démocratie de système est dans l'usage qui est fait de la démocratie par les organes de décision, la structuration du pouvoir et les méthodes de gouvernance. Si l'intention initiale est bonne, la méthode utilisée ne l'est pas forcément. Il suffit pour cela d'apprécier le niveau réel de la mentalité dominante, ainsi que la manière dont chacun s'approprie les espaces de liberté, pour s'apercevoir de nombreuses déviations en la matière.

A cela s'ajoute la méthode pipée à la base pour accéder au pouvoir suprême (parti unique ou alternatif, entonnoir du vote, pouvoir de l'argent, influence des relais d'opinion...), pour comprendre que les méthodes traditionnelles utilisées tendent plus à entraver l'esprit même de la démocratie par leurs limites qu'à favoriser son expansion continue.

Les 3 étages supérieurs de la démocratie : Les références à la Constitution (droits/devoirs du Citoyen, prérogatives de l'Etat), à la représentation démocratique (députés) et à la capacité élective (vote, référendum) forment le socle habituel des démocraties de système. Il s'agit, en fait, d'un rez-de-chaussée dont semble se contenter la plupart des gouvernants et se résigner l'ensemble des peuples. Il existe pourtant la possibilité d'y adjoindre trois étages supérieurs :

. **Etage 1 :** Contrôle individuel permanent des élus, de leur mandat, de leur programme, de leurs décisions législatives ; comptabilisation du principe d'abstention ; sanctions contre les élus déviants...

. **Etage 2 :** Possibilité pour le citoyen adulte d'exercer la réciprocité en tout, en ayant deux ou plusieurs options dans les choix civiques comme par exemple : libre choix entre un modèle juridique national ou international ; libre choix entre une identité citoyenne nationale subie (lieu de vie), une identité citoyenne volontaire liée à la naissance, le sang, la culture ou une identité de citoyen du monde.

. **Etage 3 :** Adaptation et/ou équilibrage, au sein des institutions, des valeurs humaines individuelles (légitimité, équité, différenciation...) par rapport aux valeurs collectives (égalité, règles et lois collectives indifférenciées...)

A la source de la problématique du pouvoir politique est donc l'élus dans sa condition d'homme (psychologie, personnalité, comportement, statut revendiqué...) suivi par l'espace de décision permis ou toléré (étendue du pouvoir, niveau d'autorité accordé, mode de décision). A cela, s'ajoute l'interaction plus ou moins floue des élus et des organes de décision sur la communication et la médiatisation des décisions au sein du collectif. Enfin, le dernier grand aspect de cette problématique est celui de la technocratisation et de l'emprise administrative sous l'angle des procédures indifférenciées appliquées à l'encontre ou envers le citoyen lambda. Considérant, par principe, que le politique et la politique sont intimement liés au système mère ou au régime en place qui les accueille, les valorise et les rémunère, comment dans ces conditions peuvent-ils vraiment évoluer en eux-mêmes et prôner, en tout esprit de démocratie, une ouverture au profit majeur du citoyen, supposant alors de rompre en partie ou totalité avec cette allégeance ?

Un paradoxe de plus prouvant la schizophrénie ambiante autour de la pratique démocratique et de sa représentation très subjective. Si l'on y ajoute un fort encadrement issu des murs de pierres et des murs de verre, un confinement culturel qui s'additionne à l'étroitesse de l'expression démocratique et un formatage mental qui tend à contenter l'individu en fonction directe de ce qu'il sait et ne sait pas, autant dire que la pratique politique usuelle n'est pas la plus saine en matière de démocratie.

C'est la raison pour laquelle la véritable démocratie s'inscrit dans un changement raisonné et opportun favorisant des ruptures nettes en matière politique et/ou d'exercice du pouvoir. L'objectif poursuivi étant de contrer une matrice sociétale qui produit de nombreuses formes d'inconstances légales et officielles dans la dimension politique. C'est en cela que la démocratie relève d'abord d'un état d'esprit citoyen qui n'appartient à aucun parti et n'autorise aucune appropriation par l'homme politique ou le pouvoir en place. Faire bouger le système vers plus de démocratie, c'est forcément faire bouger le politique et la politique.